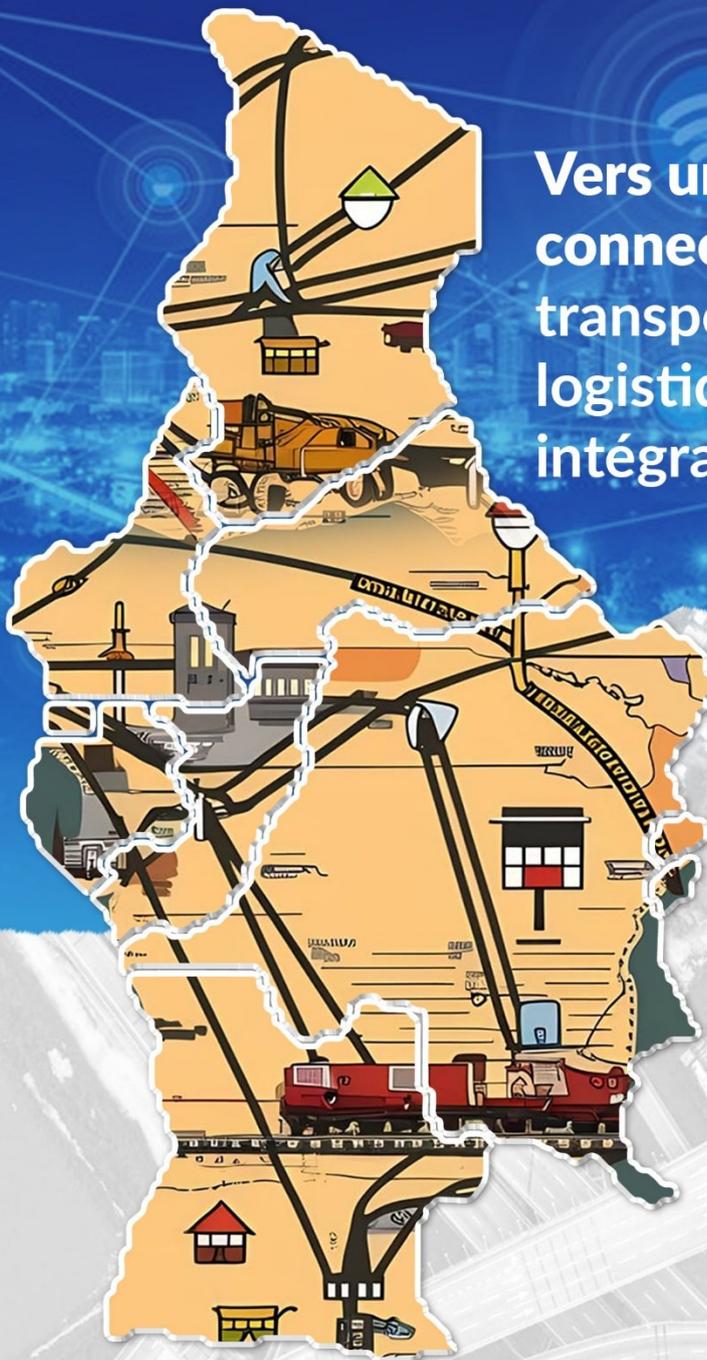




**Vers une Afrique centrale
connectée : Modernisation des
transports et des services
logistiques pour une
intégration régionale durable**



NOTE CONCEPTUELLE

JUILLET 2025

Résumé exécutif

L'Afrique centrale demeure l'une des régions les moins connectées du continent, en dépit de son immense potentiel. Ce webinaire vise à engager un dialogue stratégique entre décideurs, experts et partenaires autour de la modernisation urgente des infrastructures de transport et services logistiques. En s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre accélérée de la ZLECAf, du PIDA et du PDIDE-AC, l'événement permettra d'identifier les leviers d'action pour relier durablement la région aux corridors régionaux et continentaux. Les résultats du webinaire contribueront à l'élaboration d'une feuille de route régionale ambitieuse, inclusive et innovante, plaçant la connectivité au cœur du développement.

Contexte et justification

a) Contexte continental

L'entrée en vigueur de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf) le 1^{er} janvier 2021 a consacré les engagements des pays africains à, entre autres, éliminer progressivement les barrières non tarifaires au commerce des marchandises, libéraliser progressivement le commerce des services et coopérer pour la mise en œuvre des mesures de facilitation des échanges¹.

Sans des cadres réglementaires harmonisés et des infrastructures de transport, tout mode confondu, qui soient modernes, efficaces, interconnectées et compétitives le potentiel de la ZLECAf ne pourra pleinement se réaliser. La faiblesse, l'inefficacité et la fragmentation des réseaux de transport (routes, chemins de fer, ports, plateformes multimodales) constituent en effet aujourd'hui un frein majeur à la fluidité des échanges commerciaux sur le continent. Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la fragmentation logistique pourrait entraîner une perte allant jusqu'à 2 % du PIB continental par an, tandis que l'amélioration de la connectivité régionale pourrait permettre une augmentation du commerce intra-africain de 33 % à l'horizon 2045 (CEA, 2023).

Ce type d'infrastructures et des services logistiques de qualité sont en effet indispensables pour :

- ✓ Réduire les coûts logistiques qui représentent actuellement une part importante du coût total des produits échangés en Afrique ;
- ✓ Faciliter l'intégration des marchés régionaux dans le cadre de la ZLECAf ;
- ✓ Tirer le meilleur parti des chaînes de valeur régionales à fort potentiel d'intégration, d'innovation et d'expansion, notamment dans les secteurs agro-industriels, de l'élevage et pharmaceutiques identifiés comme prioritaires ;

¹ Il est attendu de la ZLECAf une augmentation considérable du commerce intra-africain d'ici à 2045, de l'ordre de 49,1 % dans le secteur agroalimentaire (Banque africaine de développement (BAD, CEA 2023).

- ✓ Soutenir le développement des zones économiques spéciales et des corridors industriels ;
- ✓ Améliorer l'accès aux marchés pour les producteurs et entrepreneurs locaux.

Le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), lancé en 2010, a posé les bases d'une réponse stratégique. Après le PIDA PAP 1, adopté par les Chefs d'Etat en 2012 et dont la mise en œuvre allait jusqu'en 2020, la phase 2 allant de 2021 à 2030 est en cours, avec une approche de corridor intégré (corridor d'infrastructures qui se complètent dans une approche multisectorielle incluant les éléments transversaux tels que le genre, le climat, la connectivité rurale, emploi des jeunes) qu'il importe de prendre en compte. L'Afrique centrale ne représente cependant qu'environ 6 % des projets figurant dans cette phase, traduisant un besoin de rééquilibrage dans les investissements à l'échelle continentale.

b) Réalités et besoins spécifiques de l'Afrique centrale

À l'échelle sous-régionale, la nécessité d'infrastructures de transport performantes a été exprimée dès 2004 à travers le Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique centrale (PDCT-AC). Ce cadre a été renforcé avec le Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Économique (PDIDE-AC) adopté en 2021, qui fait de la mobilité et de la connectivité l'un de ses cinq piliers structurants².

Malgré ces cadres, la sous-région reste marquée par une fragmentation des infrastructures, un manque d'interopérabilité entre les réseaux nationaux, et des coûts logistiques élevés, atteignant parfois 40 à 60 % de la valeur des marchandises (selon l'ITC).

Plusieurs autres initiatives nationales et/ou sous-régionales de développement des infrastructures physiques ou immatérielles sont en cours dans la sous-région avec l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges ou dans le cadre des programmes de la CNUCED, au rang desquelles les mécanismes de gestion des corridors inter-régionaux, soutenues par les partenaires au développement et visant à réduire les coûts et délais de passage des marchandises à l'importation, à l'exportation et en transit. Mais leur mise en cohérence et leur adaptation aux priorités de la sous-région demeurent nécessaires.

À mi-parcours de la décennie de la diversification et de l'industrialisation en Afrique centrale (2021-2030), il importe de procéder à une évaluation des différentes interventions dans le secteur des infrastructures et des services logistiques dans la sous-région pour repositionner les priorités.

² Le PDIDE-AC a pour vision stratégique de faire de l'Afrique centrale, une base manufacturière et de défense de classe mondiale ; une plaque tournante incontournable de solutions logistiques, écologiques, énergétiques, numériques et financières ; un poly hubs régionaux de recherche et d'innovation axés sur le partage et l'intégration des cerveaux et intelligences, des données et logiciels, des technologies et savoir-faire du futur.

c) Opportunités globales

Les évolutions technologiques récentes offrent de nouvelles opportunités pour combler les déficits d'infrastructures. L'émergence des technologies disruptives et des solutions innovantes en matière de connectivité, sous le vocable de mobilité intelligente (digitalisation des ports, routes intelligentes, corridors intelligents...), offre de nombreuses opportunités pour surmonter les gaps infrastructurels en utilisant des solutions innovantes pour la réduction des délais et coûts logistiques, fluidifier les échanges et renforcer la sécurité des transports. Ces technologies permettent également de repenser les modèles traditionnels de transport et de services logistiques de soutien en facilitant une meilleure connectivité entre les participants des chaînes de valeur régionales et zones économiques de nouvelle génération géo stratégiquement positionnées. En parallèle, les enjeux climatiques redéfinissent les priorités en matière de transport.

La résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (2023) sur les systèmes de transport durables encourage une transition vers des infrastructures à faible émission, avec un plan décennal 2026–2035 qui vise une meilleure interconnexion des modes de transport et une réduction de l'empreinte carbone.

Enfin, ces transformations infrastructurelles sont porteuses de bénéfices indirects majeurs pour les jeunes et les femmes, en élargissant les perspectives d'emploi, en facilitant l'accès à la mobilité et en améliorant la disponibilité des services essentiels dans les zones enclavées.

Face à ces enjeux, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et ses partenaires techniques et financiers (PTF), en collaboration avec le Ministère de l'Entrepreneuriat, du Commerce et des PME-PMI de la République Gabonaise, se proposent d'organiser un Atelier régional regroupant des experts, des décideurs politiques et des partenaires stratégiques afin de définir des solutions concrètes et adaptées pour surmonter les défis infrastructurels actuels et futurs de la sous-région et identifier les opportunités de les transformer en trajectoires d'innovation et de croissance. Cette rencontre se tiendra en marge de la quatrième session conjointe de la session du comité intergouvernemental des experts et hauts fonctionnaires de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Est (CIE) sous le thème « Investir dans les capacités de production et le commerce pour un avenir résilient » et dont l'objectif principal est d'identifier les principaux goulets d'étranglement et de proposer des interventions politiques réalistes qui renforcent les capacités de production et améliorent la résilience économique.

Il s'agit au cours de cet atelier de réunir les experts, décideurs politiques, acteurs économiques et partenaires techniques pour présenter un état des lieux des infrastructures de transport actuelles en Afrique centrale tout en explorant le partage des expériences réussies ou bonnes pratiques en vigueur dans le monde (zone ASEAN, etc) ainsi que les innovations futures en matière de connectivité, de mobilité, de fluidité et de décarbonation du système des transports et services logistiques de soutien qui s'y rattachent.

Cette rencontre posera les bases d'un nouveau départ pour la mise en place d'un cadre cohérent et ambitieux pour moderniser les systèmes de transport et services logistiques en Afrique centrale, en alignement avec les objectifs de mise en œuvre accélérée de la ZLECAf, des piliers de renforcement de la connectivité et de la mobilité du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Economique de l'Afrique centrale (PDIDE-AC), tenant compte des enjeux d'une transformation structurelle réussie et d'une croissance à deux chiffres dans un contexte de marche forcée de toutes les économies voulant se repositionner dans la nouvelle économie mondiale décarbonisée en construction.

Cette rencontre posera les bases d'un nouveau départ pour la mise en place d'un cadre cohérent et ambitieux de modernisation des systèmes de transport et services logistiques en Afrique centrale, en alignement avec :

- Les objectifs de mise en œuvre accélérée de la ZLECAf ;
- Les piliers de connectivité et de mobilité du Plan Directeur d'Industrialisation et de Diversification Économique de l'Afrique centrale (PDIDE-AC) ;
- Les impératifs d'une transformation structurelle réussie et d'une croissance à deux chiffres dans un contexte de recomposition de l'économie mondiale autour des exigences de durabilité et de résilience.

Parmi les livrables attendus, figurent :

- Un cadre de priorisation des projets régionaux de connectivité à court, moyen et long terme, tenant compte des besoins critiques, de la maturité des projets et de leur potentiel transformateur ;
- La possibilité de proposer une mise à jour du Plan Directeur Consensuel des Transports en Afrique centrale (PDCT-AC) ;
- L'élaboration d'un « Livre blanc » (White Paper) stratégique visant à opérationnaliser les axes du PDIDE-AC relatifs à la mobilité et à la connectivité.

Cet atelier fera en outre l'objet d'un rapport de recommandations politiques ou d'un policy brief diffusé aux États membres et aux parties prenantes clés pour orienter les décisions futures.

En prélude à cet atelier, le Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale (BSR-AC) de la CEA organise un dialogue sous-régional avec les principales parties prenantes pour lancer les consultations d'étapes, approfondir la réflexion et éclairer les débats et les décisions, sur base d'avis informés.

Objectif

L'objectif général du webinaire est de lancer les consultations d'étapes devant stimuler la réflexion approfondie sur l'urgence du développement d'un système de transports et des services logistiques de nouvelle génération en Afrique centrale. Il s'agira notamment d'identifier les défis et contraintes à lever, priorités spécifiques à clarifier et surtout les opportunités à ne pas manquer pour mieux relier la sous-région aux autoroutes de la connectivité et de la mobilité du futur, en mettant un accent particulier

sur la modernisation du système des infrastructures de transport routier, maritime, fluvial, ferroviaire, numérique et spatial.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

1. Identifier les lacunes critiques dans les systèmes de transport et de logistique actuels en Afrique centrale, en mettant en évidence les points de rupture qui freinent l'intégration régionale et la compétitivité économique.
2. Recueillir les points de vue et attentes des parties prenantes (institutions publiques, secteur privé, partenaires techniques et financiers, société civile) sur les priorités d'investissement, les réformes nécessaires et les approches innovantes à promouvoir.
3. Explorer des expériences internationales pertinentes et adaptables, notamment en s'inspirant des corridors régionaux performants (ex. : ASEAN, Amérique latine) et des modèles de gouvernance intégrée des infrastructures.
4. Proposer des pistes de réflexion en vue d'une feuille de route régionale, définissant les axes stratégiques, les partenariats structurants et les mécanismes de coordination à l'échelle sous-régionale pour soutenir la transformation durable du secteur.

Participants

Le dialogue sous-régional réunira une diversité d'acteurs clés autour de la transformation des infrastructures et services logistiques en Afrique centrale. Y participeront les représentants des administrations publiques, notamment des ministères en charge des Transports, de l'Industrie, des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), ainsi que de la Planification et du Développement économique, en lien avec les priorités nationales et régionales. Seront également mobilisés les représentants des Communautés économiques régionales (CER), des organisations intergouvernementales, et des partenaires techniques et financiers.

Le webinaire associera en outre les entités du Système des Nations Unies, le secteur privé, la société civile, le monde académique et les médias, pour nourrir une réflexion collective et multisectorielle. Une attention particulière sera accordée à la participation des acteurs du numérique, des start-ups technologiques et des fintechs logistiques, dont les solutions innovantes peuvent contribuer à moderniser les services de transport, fluidifier les chaînes logistiques, et renforcer l'efficacité des corridors régionaux. Ce dialogue inclusif vise à identifier les leviers concrets à activer pour connecter durablement l'Afrique centrale aux corridors de la mobilité et de la connectivité du futur.

Format

Le dialogue se fera de manière virtuelle.

Les discussions s'articuleront autour d'exposés thématiques faits par des experts nationaux et internationaux, des hauts fonctionnaires en charge des questions des infrastructures de transport et services logistiques pour faire le point de la situation et perspectives des projets d'envergure envisagés pour révolutionner transformer les systèmes des transport et services logistiques en Afrique centrale et ailleurs dans le monde, tenant compte des perspectives de mise en œuvre de la ZLECAF. Une attention particulière sera accordée au cas du Programme de Développement Consensuel des Transports en Afrique centrale (PDCT-AC) pour présenter ce qui avait été prévu il y a environ vingt ans et donner un aperçu des progrès réalisés au niveau de chaque pays, au sein et en dehors de l'espace CEMAC.

Résultats attendus

Plusieurs résultats sont attendus de ce webinaire :

- Le cadre réglementaire et la qualité des infrastructures de transport routier, maritime, fluvial, ferroviaire, numérique et spatial en Afrique centrale est analysée en lien avec leur rôle dans la facilitation des échanges locaux, nationaux et transfrontaliers et l'intégration régionale.
- Les défis spécifiques rencontrés par les pays de la sous-région pour améliorer la connectivité physique et digitale, ainsi que la fluidité des échanges de biens et services sont identifiés et discutés.
- Les priorités d'action pour relier efficacement l'Afrique centrale aux corridors et autoroutes régionales et continentales de la mobilité et de la connectivité du futur sont examinées, en tenant compte des innovations technologiques et des besoins en harmonisation réglementaire.
- Les contributions des parties prenantes à la formulation de recommandations stratégiques sont recueillies, en vue d'éclairer les débats et conclusions de l'atelier régional, et de soutenir l'élaboration d'une feuille de route pour l'action visant à assurer le développement d'un système de transport et de services logistiques de nouvelle génération en Afrique centrale.

Date

Le dialogue virtuel est prévu le 16 juillet 2025, de 10h00 à 12h30, (GMT+2).

Langue de travail

La langue de travail est le français ou l'anglais avec des possibilités d'interprétation en français ou anglais, portugais et espagnol (pour tenir compte des pays lusophones et hispanophones).

Contacts

Adama Ekberg Coulibaly,
Economiste, Chef des initiatives sous régionales,
Email : ekbergcoulibaly@un.org

Soumaya Iraqui Houssaini
Chef de section , Economic diversification and Policy reforms
E-mail : soumaya.iraquihoussaini@un.org
Ghitu-I-Mundunge,
Economiste,
Email : ghitu@un.org

Zacharie Roger Mbarga
Chargé de Communication,
Email : zacharie.m bargayene@un.org

Annexe

Programme de travail provisoire

Horaires	Activités	Intervenants
09h30 – 09h35	Mot de bienvenue	Le Directeur de la CEA/BSR-AC
09h35 – 10h00	Discours d'ouverture	<ul style="list-style-type: none">• Le Commissaire de la CEEAC en charge de l'Aménagement du Territoire et Infrastructures• Le Commissaire de la CEMAC en charge du Département des infrastructures et développement durable• Le Représentant de la BDEAC en charge du département des infrastructures• Le Représentant de la BAD en charge du développement des infrastructures de transport• Le Représentant du ministère de l'Entrepreneuriat, du Commerce et des PME-PMI de la République Gabonaise
10h00-10h20	Présentation liminaire sur « Investir dans les capacités de production	<ul style="list-style-type: none">• Un représentant de la Section des Politiques et Réformes de Diversification Economique de la CEA/BSR-AC

	et le commerce pour un avenir résilient » et échanges	
10h20-10h30	Introduction du thème et présentation des objectifs du webinaire	<ul style="list-style-type: none"> • La Cheffe de la Section des Politiques et Réformes de Diversification Economique de la CEA/BSR-AC
10h30-11h30	Panel sur « Modernisation des transports et innovation logistique pour une Afrique centrale intégrée, résiliente et compétitive »	<ul style="list-style-type: none"> • Un représentant de la Division de la technologie, de l'innovation, de la connectivité et des infrastructures de la CEA <i>Pour introduire les principaux défis et leviers à l'échelle régionale et continentale, à partir des travaux de la CEA sur la connectivité, les infrastructures stratégiques et les corridors.</i> • Un expert en systèmes de transport de nouvelle génération <i>Pour aborder les solutions innovantes de développement des corridors économiques et zones économiques spéciales de nouvelle génération (ZESNG).</i> • Un Représentant de la BDEAC ou de la CEMAC (PDTC-AC) <i>Pour faire le point sur les projets d'infrastructures sous-régionales de transport et les mécanismes de facilitation des échanges, en lien avec les politiques d'intégration.</i> • Un Expert de la BAD, spécialiste en développement des systèmes de transports de nouvelle génération <i>Pour illustrer les avancées technologiques en matière de mobilité et de logistique intelligente (corridors intelligents et systèmes de suivi électronique).</i> • Un Représentant d'Africa Global Logistics (AGL) <i>Pour partager les réalités opérationnelles du terrain, les contraintes d'exécution, et les perspectives du secteur privé logistique.</i>
11h30 – 12h10	Discussion interactive	Les participants (sous la modération de la CEA/BSR-AC)
12h10 – 12h20	Points à retenir/message clés	Le Directeur de la CEA/BSR-AC
12h20 – 12h30	Allocution de clôture	Le Président de la BDEAC